



Président : M. Paul J. F. LUSAKA (Zambie).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Avant de donner la parole au premier orateur inscrit, et s'il n'y a pas d'objections, je me propose de clore la liste des orateurs concernant ce point de l'ordre du jour aujourd'hui à 12 heures.

Il en est ainsi décidé.

2. M. HOANG BICH SON (Viet Nam) : Au cours des 40 dernières années, l'Asie du Sud-Est a traversé des guerres successives d'une ampleur et d'une âpreté sans précédent. Un tonnage de bombes et d'explosifs cinq fois supérieur à celui utilisé durant la seconde guerre mondiale a été déversé sur la seule Indochine.

3. Au terme de la seconde guerre d'Indochine, tout le monde croyait que la paix et la stabilité étaient véritablement revenues dans cette région du monde. Mais une fois encore est apparue une menace à l'encontre de la paix et de la stabilité en Indochine, tout comme en Asie du Sud-Est. Lorsque les agresseurs occidentaux ont été obligés de se retirer d'Indochine, les expansionnistes et hégémonistes du Nord ont nourri le dessein de subjuguier celle-ci pour assouvir leurs ambitions. Dans l'esprit de ces derniers, les pays d'Indochine étaient trop épuisés par trente années de guerre continue pour pouvoir se mesurer à eux malgré la nette infériorité de leur propre puissance par rapport aux impérialistes occidentaux. En outre, ils considéraient qu'ils disposaient de certains avantages dont ne pouvaient jouir les impérialismes venus du lointain Occident. Partant de là, ils se sont évertués, par le biais d'innombrables manœuvres, à soumettre le Viet Nam et l'Indochine afin de s'ouvrir l'accès à l'ensemble du Sud-Est asiatique, pour réaliser leur ambition de longue date de "récupérer à tout prix l'Asie du Sud-Est", cette "Asie du Sud-Est extrêmement riche, recelant tant de minéraux, qui vaut certes bien la peine d'être conquise", et "une fois l'Asie du Sud-Est conquise, le vent d'Est balayera le vent d'Ouest".

4. Une de leurs manœuvres pernicieuses consiste à dresser un pays contre l'autre, un groupe de pays contre un autre, en vue de provoquer un "chaos universel" leur permettant d'imposer tranquillement leur "suzeraineté suprême"; ce faisant, ils espèrent voir dans un avenir peu éloigné les pays d'Indochine et ceux d'Asie du Sud-Est affaiblis, tandis qu'eux-mêmes seront quatre fois plus puissants : alors la sujétion de l'ensemble du Sud-Est asiatique sera à leur portée.

5. Au cours des siècles passés, et particulièrement pendant les 40 dernières années, toute menace à l'encontre de l'indépendance, de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est est toujours provenue des forces colonialistes, impérialistes, expansionnistes et hégémonistes extérieures à la région. Il existe entre les pays du Sud-Est asiatique des problèmes relevant de l'histoire ainsi que des désaccords; toutefois, en regard du danger qui pèse sur l'indépendance, la paix et la stabilité de toute la région, ces différends ne sont que minimes.

6. Afin de mettre en œuvre leurs visées de domination et d'agression à l'égard des pays du Sud-Est asiatique, les forces colonialistes, impérialistes et expansionnistes ont toutes eu recours à leur manœuvre coutumière consistant à diviser les pays de la région et à s'efforcer d'entraîner un certain nombre de ceux-ci dans le sillage de leur opposition à d'autres Etats de cette partie du monde.

7. Au cours des 40 dernières années, les pays d'Indochine ont été un objet d'agression et de domination de la part des forces colonialistes, impérialistes et expansionnistes étant donné qu'à leur avis, une fois ces pays soumis, il leur serait facile d'établir fermement leur mainmise sur l'ensemble de la région. C'est là précisément la raison pour laquelle l'Indochine a été en butte aux guerres d'agression les plus sanglantes et aux visées et manœuvres les plus tortueuses.

8. A l'heure actuelle cependant, les forces de paix et d'indépendance en Asie du Sud-Est, toujours plus puissantes, sont à même de mettre celles-ci en échec. Aujourd'hui, les Etats de la région prennent de plus en plus conscience de la menace provenant de l'extérieur et réalisent qu'il est nécessaire de renforcer la compréhension et la coopération mutuelles face à cette menace. La leçon tirée de l'histoire, et pour laquelle les pays de l'Asie du Sud-Est ont dû payer un prix assez cher, est qu'il leur faut s'opposer à la division au sein de la région, aux tentatives de pays extérieurs de provoquer la confrontation entre les différents groupes de nations et accroître la compréhension et la coopération mutuelles en vue de défendre la paix et la stabilité de l'ensemble de la région et de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de chaque pays respectif.

9. Région longtemps privée de paix et de stabilité, l'Asie du Sud-Est, plus que tout autre endroit de notre planète, a besoin de paix et de stabilité. Les pays d'Indochine en particulier, victimes des guerres d'agression les plus sanglantes, aspirent chèrement à la paix et à la stabilité pour pouvoir panser les blessures de la guerre et se livrer à la reconstruction nationale.

10. Au lendemain de 1975, le Viet Nam a tendu la main de l'amitié vers les autres Etats de la région afin d'établir des rapports de bon voisinage et de contribuer à l'instauration sans délai de la paix, de la stabilité et de la coopération dans l'ensemble de l'Asie

du Sud-Est. A un point donné, les relations entre pays de la région ont connu un essor prometteur. Par la suite, en dépit des menées de certaines éminences grises cherchant à dresser l'un contre l'autre les deux groupes de pays de l'Indochine et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE], le Viet Nam a persévéré dans son attitude amicale, évitant de tomber dans le piège de ces éminences grises.

11. Actuellement, une situation meilleure prévaut au Viet Nam et dans les autres pays d'Indochine. Les illusions de les faire s'effondrer ont été anéanties. Au contraire, le Viet Nam est plus fort et plus solide qu'auparavant. De même en est-il pour l'ensemble des trois pays d'Indochine dont la solidarité mutuelle se renforce de jour en jour.

12. Le plus grand changement survenu sur la péninsule indochinoise est la renaissance du Kampuchea délivré des affres traumatiques du génocide. Les 6 millions de Kampuchéens déploient actuellement des efforts exceptionnels pour compenser la disparition de 3 millions des leurs ainsi que la perte d'innombrables biens matériels, spirituels et culturels sous le régime de Pol Pot. A présent, de la ville à la campagne, la vie a repris son cours normal et s'épanouit progressivement. Le peuple kampuchéen, véritablement maître de son destin, se voue tout entier à la reconstruction de son pays. La sécurité et la défense nationale s'affermissent de jour en jour. Les forces armées populaires du Kampuchea s'acquittent chaque jour plus efficacement de leur tâche, autorisant ainsi les forces volontaires vietnamiennes à effectuer des retraits partiels annuels. Sur une telle lancée, si une solution politique ne peut être atteinte, d'ici un certain nombre d'années le gros de ces forces se retirera du Kampuchea, le problème du Kampuchea se résolvant ainsi de lui-même. Naturellement, avec une solution politique appropriée tous les problèmes seront réglés plus rapidement, permettant ainsi à la situation régionale de se stabiliser plus tôt.

13. Pour les Etats du Sud-Est asiatique et en particulier ceux d'Indochine, la paix et la stabilité constituent un besoin immédiat car c'est à cette condition qu'ils peuvent être à même de bâtir leur pays respectifs. Dans une perspective à long terme, la paix et la stabilité revêtent un caractère particulièrement impératif, car sans paix ni stabilité, sans une économie solide, il sera d'autant plus difficile à l'avenir, pour les pays de la région, de faire face aux forces extérieures à celle-ci, lorsque ces forces auront atteint une puissance plusieurs fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Voilà pourquoi, plus que jamais et plus que partout ailleurs, le Sud-Est asiatique a besoin de paix et de stabilité. Le Viet Nam et les autres pays d'Indochine se sont voués et se vouent toujours inlassablement à la cause d'une Asie du Sud-Est de paix, de stabilité et de coopération. La paix est indivisible. La tension et l'état de confrontation qui règnent actuellement en Asie du Sud-Est risquent de dégénérer et de faire tache d'huile. Par contre, le rétablissement de la paix et de la stabilité dans cette partie du monde contribuera à l'amélioration de l'atmosphère internationale et à la cause de la paix et de la sécurité mondiales.

14. Pleinement conscients du danger immédiat ainsi qu'à long terme à l'égard de leur indépendance et de leur souveraineté tout comme vis-à-vis de la paix et de la sécurité de l'ensemble de la région, le Viet Nam et

les autres pays d'Indochine considèrent qu'il est nécessaire de s'engager dans la voie de la négociation pacifique pour régler tous les différends intra-régionaux. Si tous les pays de l'Asie du Sud-Est s'asseyent pour discuter ensemble des problèmes de leur région sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel, tous ces problèmes seront tour à tour réglés. Tout le monde est unanime à considérer le dialogue comme le meilleur moyen pour résoudre tout problème tandis que poursuivre la confrontation serait tomber dans le piège tendu par les forces extérieures à la région dans le but d'affaiblir les pays du Sud-Est asiatique.

15. Les pays d'Indochine constatent avec satisfaction que la tendance au dialogue se renforce chaque jour au sein de la région avec l'approbation et l'encouragement de nombreux pays bien intentionnés de par le monde ainsi que du Secrétaire général lui-même.

16. Le Mouvement des pays non alignés a adopté une approche constructive vis-à-vis des problèmes du Sud-Est asiatique. La résolution de ce mouvement sur ces problèmes constitue une base adéquate pour parvenir à une solution pacifique. Si l'on se borne à résoudre la question du Kampuchea sans régler les problèmes du Sud-Est asiatique dans leur ensemble, les résultats ne sauraient être durables. Les pays d'Indochine ne protestent nullement contre un règlement de l'aspect international de la question kampuchéenne. Les trois problèmes sur lesquels il y a unanimité ou désaccord entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE sont les suivants : les deux groupes de pays sont d'accord sur le retrait des forces vietnamiennes et le refus de permettre le retour des polpotistes mais divergent encore sur la façon d'écarter Pol Pot et ses acolytes; les deux groupes de pays s'accordent sur la nécessité de respecter le droit à l'autodétermination du peuple kampuchéen mais diffèrent quant au moyen de mettre ce droit en œuvre; les deux groupes considèrent qu'il est nécessaire d'assurer une garantie et une supervision internationales dont le contenu fera l'objet des discussions ultérieures.

17. Dans le but de faire progresser le dialogue entre eux, les deux groupes de pays ont désigné leurs représentants respectifs, l'Indonésie pour l'ANASE et le Viet Nam pour l'Indochine. Le Viet Nam estime que les deux parties devraient se rencontrer pour des échanges en vue d'accroître la compréhension mutuelle et, en recherchant les dénominateurs communs et en écartant les points de divergence, de résoudre peu à peu tous les problèmes sur la base d'un accord entre les deux groupes. Le Viet Nam et les autres pays d'Indochine sont préparés à entamer des pourparlers avec les pays de l'ANASE dans l'esprit suivant.

18. Premièrement, respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun; non agression mutuelle; égalité, avantage réciproque, coexistence pacifique entre les deux groupes de pays; établissement d'un Sud-Est asiatique de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération.

19. Deuxièmement, règlement des litiges et des désaccords dans les rapports entre les pays des deux groupes de même qu'entre ceux-ci et les autres pays de la région par des moyens pacifiques, par le biais de

négociations fondées sur le principe selon lequel les problèmes de l'Asie du Sud-Est doivent être résolus par ces pays eux-mêmes et sur la base du principe d'égalité, d'amitié, de respect mutuel et d'accord commun, sans imposition de la volonté d'une partie sur l'autre, dans le respect de leurs intérêts légitimes réciproques, loin de toute immixtion étrangère et de tout recours à l'usage ou à la menace de l'usage de la force dans leurs rapports mutuels.

20. Troisièmement, respect par les pays extérieurs à l'Asie du Sud-Est de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats de la région; cessation de toute pression et menace extérieures propres à provoquer tension et confrontation entre pays de la région; refus des pays de la région de permettre l'utilisation de leurs territoires comme base d'agression et d'intervention directe ou indirecte à l'encontre de l'un quelconque d'entre eux.

21. C'est pour le Viet Nam une source d'encouragement de constater l'intérêt porté par de nombreux pays du monde à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est. Ceci constitue une puissante stimulation pour la tendance au dialogue entre les deux groupes de pays qui se développe sous forme d'accords concrets donnant lieu à des résultats prometteurs.

22. Nous estimons que si l'on regarde la vérité en face et si l'on écarte tout mobile égoïste, il sera possible de trouver une solution raisonnable. Au cours des 40 dernières années, en Indochine, à trois reprises déjà, les conflits ont été résolus par des négociations entre les parties intéressées. Cette fois-ci, il est également possible d'adopter la même façon de régler le problème si chaque partie fait preuve de bonne volonté.

23. M. RÁCZ (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Une fois de plus, l'Assemblée générale, saisie de la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, a une excellente occasion de contribuer au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, nous devons noter avec un profond regret que la situation en Asie du Sud-Est demeure tendue. En dépit des efforts constants et soutenus du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos, la communauté internationale n'a pu encore constater l'amélioration si longtemps espérée de la situation dans cette région du monde.

24. L'attitude du Gouvernement hongrois envers l'instauration de la paix en Asie du Sud-Est procède de trois considérations : premièrement, partant d'une position de principe, nous préconisons que les différends entre Etats ou groupes d'Etats soient réglés en l'occurrence uniquement par des moyens pacifiques par la voie des négociations. Il ne peut y avoir d'alternative à la coexistence pacifique des Etats dans quelque partie que ce soit du monde contemporain; deuxièmement, la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, avec ses répercussions d'une portée considérable, a une influence directe sur la paix et la sécurité internationales. L'histoire des 40 dernières années l'a amplement prouvé; troisièmement, on ne peut oublier les événements historiques, leurs enseignements et leurs conséquences, qui ont modelé la réalité actuelle de la région.

25. Il a été rappelé ici, et de manière fort appropriée, que les peuples de la région sont victimes d'agressions

de l'extérieur depuis plusieurs décennies. Ils ont cependant réussi à résister aux interventions extérieures et ont accédé à l'indépendance au prix d'énormes sacrifices. L'histoire nous a enseigné une fois encore que la force des armes ne peut briser les aspirations des peuples à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'unité nationale. Nous avons appuyé sans réserve les peuples de la région dans leur lutte pour la souveraineté et le progrès social et leur avons exprimé toute notre sympathie. Nous sommes résolus à continuer de le faire.

26. Une évaluation réaliste de la situation en Asie du Sud-Est ne peut manquer de faire apparaître que la lutte des peuples de la région au cours des quatre dernières décennies a permis la formation de deux groupes d'Etats, les Etats indochinois et les Etats membres de l'ANASE, dont les systèmes politiques et socio-économiques sont différents. Par ailleurs, ces deux groupes d'Etats ont toujours un héritage historique et culturel commun. Leur proximité géographique et les circonstances les contraignent à trouver un terrain d'entente en vue de résoudre les questions encore en suspens. Dans ce contexte, nous appuyons vivement l'idée que la seule voie possible pour eux est celle du dialogue pour examiner conjointement les propositions qu'ils présentent et entamer des négociations sur la base de l'égalité et du respect mutuel des intérêts de tous, sans la moindre ingérence de l'extérieur.

27. Cette approche a été réitérée dans le dernier appel contenu dans le Communiqué final adopté lors de la Réunion des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays non alignés à la trentième session de l'Assemblée générale, tenue du 1^{er} au 5 octobre 1984 à New York. Les ministres et chefs de délégation "ont instamment prié tous les Etats de la région d'entamer un dialogue conduisant au règlement de leurs différends et à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences ou de menaces d'intervention de puissances extérieures" [voir A/39/560, par. 72].

28. La délégation hongroise n'a jamais cessé de souligner que les entretiens directs entre les parties intéressées sont une méthode irremplaçable et d'une utilité inestimable. Les intérêts légitimes de chaque Etat concerné doivent être respectés sur un pied d'égalité dans ce cadre.

29. La République populaire hongroise s'est engagée à contribuer dans la limite de ses possibilités à l'instauration d'une stabilité durable en Asie du Sud-Est. C'est dans le cadre de cette politique et compte tenu du renforcement de nos relations bilatérales qu'il faut considérer le voyage actuel dans la région du chef de l'Etat hongrois, M. Pál Losonczi, qui se rend en visite officielle en Indonésie, au Viet Nam, au Laos et au Kampuchea.

30. Nous sommes fermement convaincus que toute tentative visant à ramener la question générale de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est à la question artificiellement créée de la "situation au Kampuchea" ne sert que les intérêts de ceux qui ne désirent pas vraiment voir les tensions diminuer dans la région. Le fait historique indéniable qui demeure est que le rétablissement de l'ancien régime de génocide de Pol Pot dans la République

populaire du Kampuchea est inconcevable. Les tentatives faites sous le manteau pour parvenir à ce but malencontreux sont vouées à l'échec et ne peuvent conduire qu'à un accroissement déplorable des tensions.

31. Les Gouvernements de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea, en suivant une politique étrangère de paix et de non-alignement, ont maintes fois indiqué en termes extrêmement clairs qu'ils étaient prêts à tendre la main de bonne foi aux pays de l'ANASE en vue d'un dialogue véritable pour rétablir la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est. Cette approche figure à nouveau dans les communiqués des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam adoptés lors de leurs huitième et neuvième conférences tenues à Vientiane les 28 et 29 janvier 1984 [A/39/108, *annexe*] et le 2 juillet 1984 [A/39/337, *annexe*], respectivement. Leur initiative procède d'un désir sincère d'établir fermement des relations de bon voisinage et d'amitié avec les Etats membres de l'ANASE.

32. Nous sommes plus convaincus que jamais que la solution des problèmes entre ces deux groupes d'Etats ne peut être trouvée que par la voie de négociations sur un pied d'égalité et compte dûment tenu des intérêts légitimes de chacun. A ce propos, nous nous félicitons de l'appel lancé en faveur d'une conférence internationale des pays de l'Asie du Sud-Est en vue de régler les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la région et nous l'appuyons vivement.

33. Nous notons avec satisfaction la proposition vietnamienne relative à la normalisation des relations sino-vietnamiennes et nous n'avons pas manqué de souligner que le Viet Nam n'a jamais cessé d'affirmer qu'il était disposé à régler tous les problèmes avec les Etats-Unis. Ces initiatives méritent notre plus grande attention car elles ouvrent la voie à un système constructif de relations et sont une autre preuve de son désir de coexistence pacifique.

34. A présent, ma délégation voudrait donner son plein appui à la proposition de la République populaire de Mongolie de convoquer une conférence des pays d'Asie et du Pacifique pour conclure un accord sur le non-recours à la force et sur la non-agression, ce qui serait une nouvelle contribution positive à la solution des problèmes de l'Asie du Sud-Est en particulier.

35. La délégation hongroise continue de croire que le rôle de l'Organisation des Nations Unies est d'aider à créer les conditions propices au dialogue des pays de la région et à la négociation du règlement de leurs problèmes, sans ingérence extérieure.

36. Notre débat pourrait donner une impulsion aux efforts faits pour discuter ce problème complexe et résoudre la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, auxquelles aspirent tant les peuples de la région, comme du reste la communauté des nations. C'est dans cet esprit que ma délégation a communiqué ses vues sur le point de l'ordre du jour dont nous sommes saisis.

37. M. PAWLAK (Pologne) [*interprétation de l'anglais*] : En Asie du Sud-Est, nous sommes encore bien loin de la paix et de la stabilité authentiques. Voilà pourquoi l'inscription de la question intitulée "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en

Asie du Sud-Est" à l'ordre du jour de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale est on ne peut plus utile. C'est l'occasion, pour cet organe respecté de l'Organisation, de se consacrer à l'examen de la situation qui règne dans une région du monde où les énormes sacrifices humains, consentis depuis tant d'années, n'ont pas amené la paix aux peuples qui y vivent et qui y luttent contre l'agression, pour défendre leur indépendance et leur développement pacifique. Le débat sur cette question est donc, pour les Nations Unies et pour tous les Etats Membres qui veulent promouvoir la paix et la sécurité dans la région, une bonne occasion de contribuer à la réalisation de cet objectif.

38. Lors de débats antérieurs sur cette question importante, aussi bien que durant la présente session de l'Assemblée générale, une foule d'informations ont été données sur l'historique des causes et sur la nature des problèmes complexes de la région. Nombre de faits historiques importants concernant les 2 000 ans de lutte menée des nations indochinoises contre l'intervention, l'agression et la domination étrangères ont été révélés. La région est la seule partie du monde qui n'ait pas connu la paix depuis 40 ans. Des guerres successives ont dévasté la région, décimant sa population, détruisant ses biens et ajoutant encore aux problèmes déjà si pénibles et complexes auxquels elle fait face.

39. Aujourd'hui, en nous remémorant toutes ces expériences historiques, regardons vers l'avenir. Montrons-nous réceptifs à tout nouveau processus susceptible de faire régner la paix et la sécurité dans cette région.

40. La Pologne sait, pour en avoir fait tragiquement l'expérience, tout ce que signifie la guerre. Elle éprouve beaucoup de sympathie pour les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. Pendant plus de 20 ans, mon pays a contribué activement aux efforts internationaux en vue d'établir la paix dans cette région. En sa qualité de membre des commissions indochinoises de contrôle établies après la Conférence de Genève sur le problème du rétablissement de la paix en Indochine, tenue en 1954, et la Conférence de Paris sur le Viet Nam, tenue en 1973, mon pays a cherché à apporter sa contribution au processus d'établissement de la paix dans les nations d'Indochine déchirées par la guerre.

41. Après la défaite historique des forces américaines au Viet Nam en 1975, l'on aurait pu croire que la paix pourrait enfin régner dans la région. Mais en était rien. Une fois de plus la population de cette région a dû lutter pour déjouer les complots étrangers ourdis pour l'asservir.

42. Mais, ces cinq dernières années, de nouvelles raisons d'espérer, de nouvelles possibilités sont aussi apparues, qu'il convient d'encourager et d'explorer. Le communiqué de la neuvième Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam, tenue à Vientiane le 2 juillet 1984 [A/39/337, *annexe*], insiste sur cette évolution favorable de la situation.

43. Les événements ont conduit à la formation, en Asie du Sud-Est, de deux groupes d'Etats : les Etats indochinois et ceux de l'ANASE. Les pays appartenant à chacun de ces groupes ont des systèmes sociaux

et politiques différents, mais ils partagent le même sort et un désir commun de paix et d'indépendance.

44. Nous sommes fermement convaincus qu'en dépit de toutes les difficultés politiques et autres, en dépit de tout ce qui les différencie, les peuples de la région ont tous le désir d'atténuer les tensions, de renforcer les contacts mutuels, de trouver le moyen de faire régner une paix durable et la stabilité dans leurs pays respectifs. Ils appartiennent tous au monde en développement qui s'efforce d'accélérer son progrès social et économique. Il va sans dire que la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies en particulier, devrait encourager la tendance à la négociation et à l'amélioration des relations entre les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est.

45. Il existe déjà une base favorable de dialogue fructueux entre ces pays. En effet, on constate un désir général de voir régler — et ils peuvent l'être — les problèmes de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est grâce à des négociations entre les gouvernements intéressés, sans ingérence extérieure.

46. Le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea semblent, depuis assez longtemps, manifester la volonté de participer à de tels pourparlers. Ils ont avancé une importante proposition en vue de la création d'une zone de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est. Cette proposition mérite d'être étudiée. Ils l'ont réitérée et ont fait d'autres propositions à la conférence tenue à Vientiane déjà mentionnée, en juillet. Dans le communiqué publié par cette conférence, la position du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea est clairement exprimée :

“a) Les trois pays d'Indochine considèrent que les efforts déployés pour instaurer une paix et une stabilité durables en Asie du Sud-Est représentent un long processus et exigent l'entente et la coopération de toutes les parties intéressées. Pour entamer ce processus, il faut immédiatement ouvrir un dialogue entre l'ANASE et les trois pays d'Indochine en vue d'examiner les problèmes urgents qui concernent les deux camps;

“b) Les trois pays d'Indochine pensent qu'il faut prendre comme base de discussion, dans des conditions d'égalité et de respect mutuel, la proposition faite par l'ANASE le 21 septembre 1983 et celle formulée par les trois pays d'Indochine, le 29 janvier 1984, dans le communiqué de la huitième Conférence de leurs ministres des affaires étrangères, ainsi que d'autres propositions émanant des deux camps;

“c) De même que l'ANASE a approuvé la poursuite du dialogue entre l'Indonésie et le Viet Nam sur la question de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, les trois pays d'Indochine approuvent la poursuite du dialogue mené par le Viet Nam avec l'Indonésie et les autres pays de l'ANASE sur des questions présentant un intérêt mutuel pour les deux groupes de pays.

“La Conférence estime que le dialogue entre l'ANASE et les pays d'Indochine contribuera dans une large mesure à réduire la tension et à favoriser l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région. La Conférence demande à tous les pays du monde qui s'intéressent au sort de la paix en Asie du

Sud-Est de favoriser ce dialogue et de contribuer à la cause de la paix, de la stabilité et de la coopération dans la région.” [Ibid., par. 3.]

Comme on peut le voir, il s'agit là d'une série de propositions très constructives qui, de l'avis de la délégation polonaise, méritent tout notre appui.

47. L'urgence d'un dialogue sincère en Asie du Sud-Est est généralement reconnue, mais nous n'avons pas encore fait suffisamment de progrès dans cette voie. A notre avis, les deux parties — les pays d'Indochine et le groupe de l'ANASE — devraient entamer des négociations sans délai. Il faut qu'elles se rencontrent et entament des pourparlers sur un pied d'égalité, dans le respect mutuel de leurs intérêts.

48. On s'accorde également à penser, semble-t-il, qu'il existe une base de négociations suffisante. Les deux parties ont accepté les résolutions relatives à l'Asie du Sud-Est adoptées à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983¹. Les deux parties ont présenté leurs propres propositions : le groupe de l'ANASE le 21 septembre 1983 et les trois pays d'Indochine le 29 janvier 1984, ainsi que dans le communiqué de juillet 1984 dont j'ai déjà parlé.

49. Au cours de l'année écoulée, les deux groupes ont semblé s'être rapprochés quelque peu car ils ont désigné deux représentants — l'Indonésie, pour le groupe de l'ANASE, et le Viet Nam, pour l'Indochine — chargés d'entamer le dialogue. Pour faciliter ce dialogue, il faut tout d'abord reconnaître les réalités propres à la région. La prétendue situation au Kampuchea ne devrait pas servir d'excuse pour attiser la tension et créer des obstacles sur la voie menant à la paix et au dialogue. Comme l'a souligné à nouveau M. Hoang Bich Son, représentant de la République socialiste du Viet Nam, au cours du présent débat : “Si l'on se borne à résoudre la question du Kampuchea sans régler les problèmes du Sud-Est asiatique dans leur ensemble, les résultats ne sauraient être durables.”

50. La délégation polonaise espère que les négociations proposées par les pays de l'Indochine, fondées sur l'égalité et le respect mutuel, non seulement apporteront des résultats favorables pour la paix et la stabilité dans la région, mais aussi contribueront à un relâchement des tensions dans l'ensemble du monde.

51. M. OTT (République démocratique allemande) [interprétation de l'anglais] : Dans le cadre des efforts visant à redonner aux affaires internationales un cours normal et prévisible, toutes les initiatives propices à l'allègement des tensions et au renforcement de la compréhension mutuelle prennent de plus en plus d'importance. Dans ce contexte, il faut attacher une importance croissante à l'établissement de la paix à l'échelle régionale; en effet, l'édifice de la sécurité internationale ne sera stable, en dernière analyse, que si toutes ses composantes sont stables. Ce n'est pas moins vrai de l'Asie du Sud-Est, région qui, on le sait, n'a connu ni paix ni stabilité au cours des quatre dernières décennies.

52. Quelle est la condition essentielle d'un retour à la normale de la situation en Asie du Sud-Est ? Elle réside, avant tout, dans une reconnaissance des réalités et dans la prise en compte des intérêts légitimes et souverains de tous les Etats et de tous les

peuples de cette région. L'une de ces réalités incontestables est l'existence de la République populaire du Kampuchea. Le fait que cet Etat se voit encore illégalement privé de sa place à l'Organisation des Nations Unies ne peut en rien changer cette réalité. Les problèmes de la région ne pourront être résolus que si l'on travaille avec et non contre la République populaire du Kampuchea.

53. Dirigée par son gouvernement démocratiquement élu, la République populaire du Kampuchea a obtenu des résultats remarquables dans les domaines politique, social et économique. Les progrès considérables réalisés dans l'approvisionnement alimentaire et la mise en place des systèmes d'enseignement et de santé témoignent des succès impressionnants remportés dans le processus difficile de renaissance nationale et sociale. Nombreux sont les pays qui apportent un appui étendu à toutes ces activités, et la République démocratique allemande, qui entretient des relations fraternelles avec le Kampuchea dans le cadre du Traité d'amitié et de coopération, signé à Berlin le 18 mars 1980 par nos deux pays, en fait partie. Depuis 1979, le peuple de la République démocratique allemande s'est solidarisé avec le peuple kampuchéen et lui a fourni un appui d'une valeur de 104 millions de marks largement financé par des dons de la population. Des renseignements plus détaillés concernant l'aide apportée par la République démocratique allemande à la République populaire du Kampuchea sont contenus dans une communication adressée au représentant spécial du Secrétaire général chargé de la coordination des programmes d'assistance humanitaire au Kampuchea.

54. Le renforcement croissant de la stabilité économique et politique de la République populaire du Kampuchea coïncide avec la mise en application de sa politique active de paix et de compréhension, qui vise à l'établissement de relations de coopération et de bon voisinage avec tous les Etats de l'Asie du Sud-Est. La République populaire du Kampuchea poursuit une politique constructive en vue d'améliorer le climat politique. Trente-deux Etats et deux organisations de libération ont reconnu ce jeune Etat en vertu du droit international.

55. Dans l'intérêt de la paix et de la stabilité, il est maintenant impératif que tous les partenaires de l'Asie du Sud-Est renoncent à leur méfiance et à leur hostilité injustifiées à l'égard de la République populaire du Kampuchea. Il faudrait laisser de côté les divergences et emprunter la voie qui ramènerait les relations à la normale, car il est évident que les tensions dans la région ne sont pas causées par l'option pacifique du peuple kampuchéen. Elles ne résultent pas non plus du renversement du régime assassin de Pol Pot qui avait été entièrement frappé d'ostracisme. Elles sont plutôt dues à l'ingérence impérialiste constante de l'extérieur, et particulièrement des Etats-Unis.

56. L'on sait fort bien que la principale puissance de l'impérialisme considère que le continent asiatique fait partie de sa zone dite d'intérêts vitaux. Du Liban, au Moyen-Orient, jusqu'aux îles de la Micronésie, dans l'océan Pacifique, en Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est et dans les eaux voisines, sa politique consiste à s'ingérer grossièrement dans les affaires intérieures d'autres Etats.

57. Pour l'Asie du Sud-Est, au cours des 40 dernières années, cette politique a engendré la guerre, les tensions et la discorde. Foulant aux pieds les intérêts nationaux des peuples, les forces de l'agression impérialistes ont commis là-bas d'innombrables crimes au nom de leurs monopoles. Ceux qui, avec leurs raids aériens barbares, le napalm et les agents chimiques, ont causé des souffrances indicibles et la dévastation en Indochine, ceux dont la guerre d'agression ignoble contre le Viet Nam a soulevé l'indignation mondiale, ceux qui sont responsables des souffrances de dizaines de milliers de réfugiés indochinois cherchent à nouveau aujourd'hui à compromettre la paix et la compréhension. Les pressions économiques, les mesures politiques discriminatoires et les démonstrations de force politique sont les instruments de cette politique aventureuse.

58. Washington fait fi sans scrupules de toutes les normes du droit international. Il prétend enseigner aux peuples avec le "gros bâton" sa version de la liberté et de la démocratie. Il se déchaîne contre le progrès partout dans le monde.

59. Dernièrement, en particulier, le peuple nicaraguayen et ses dirigeants librement et démocratiquement élus ont été la proie de menaces de plus en plus graves, de tentatives de chantage et d'actes d'agression. Il est évident que le Pentagone veut passer d'une guerre non déclarée et clandestine contre le Nicaragua libre à une intervention militaire directe. Le scénario mis au point par la Central Intelligence Agency [CIA] est malheureusement trop bien connu. C'est le même scénario qui a été utilisé, il y a 20 ans, avec l'acte de provocation commis dans le golfe du Tonkin en tant que prétexte pour mener une guerre ignoble contre le peuple vietnamien. C'est le même schéma qui a été utilisé, il y a un an, lors de l'invasion de la Grenade. Et aujourd'hui, on offre au monde le mensonge d'une prétendue menace venant du Nicaragua.

60. Les politiciens de la canonnière d'aujourd'hui devraient savoir que l'évolution de la situation au Nicaragua, de même qu'au Kampuchea et dans d'autres pays, est irréversible et que les peuples de ces pays feront tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre une liberté si durement gagnée.

61. La République démocratique allemande s'associe à l'appel mondial pour mettre fin à tous les actes d'agression impérialiste et d'ingérence et pour instaurer la solidarité maintenant plus que jamais.

62. Comme on le sait, le cours de l'histoire ne peut être inversé. Que cela serve de leçon à ceux qui s'opposent à la réalité.

63. Ce sont les actions des Etats de la région de l'Asie du Sud-Est qui, avant tout, permettront de ramener la situation à la normale. Les tensions ne seront réduites que grâce au dialogue. Une coopération constructive suppose que l'on reconnaisse l'égalité des partenaires et que l'on respecte leurs intérêts souverains. De ce point de vue, les Etats indochinois, au cours des cinq dernières années, ont fait des propositions constructives qui témoignent de leur réalisme et de leur sens des responsabilités. Leur offre de négociations a été réaffirmée une fois de plus à la neuvième Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam le 2 juillet dernier [A/39/337, annexe].

64. Procédant à une évaluation réaliste de la situation, les trois Etats partent de l'idée que l'instauration de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est est un processus de longue haleine. Ils proposent de le commencer immédiatement grâce à un dialogue entre les deux groupes d'Etats. Cette initiative exige une action immédiate. Elle commence par l'adoption de positions communes par les deux groupes d'Etats sur des questions fondamentales et de positions analogues sur les questions de détail. Celui qui veut véritablement la paix et la coopération ne peut ignorer ces propositions. Celui qui souhaite sincèrement un accord de paix pour la région ne doit pas se joindre aux rangs du front militaire et de propagande contre les Etats d'Indochine.

65. Il n'y a qu'une seule manière de renforcer la compréhension mutuelle et de concilier les divergences de vues : un examen commun des problèmes présentés par chacune des parties. Les négociations sur la base de l'égalité et du respect mutuel sont possibles lorsqu'elles reposent sur les propositions venant des deux groupes d'Etats. C'est également vrai des propositions soumises par la République démocratique populaire lao en vue d'un relâchement des tensions à la frontière entre ce pays et la Thaïlande.

66. La République démocratique allemande appuie les efforts réalisés par les Etats d'Indochine pour instaurer une paix durable et la stabilité en Asie du Sud-Est par la voie du dialogue et de la coopération entre tous les pays de la région, pour rejeter toute ingérence extérieure et pour consacrer toute leur énergie au règlement des problèmes urgents de leurs pays. A l'occasion de la dernière visite en République démocratique allemande du Premier Ministre de la République populaire du Kampuchea, M. Chan Si, le chef d'Etat de la République démocratique allemande, Erich Honecker, a réaffirmé que notre pays était fermement solidaire des pays frères d'Indochine. Les signes concrets de bonne volonté donnés par le Viet Nam, le Kampuchea et le Laos, de même que le retrait d'une partie des volontaires vietnamiens du Kampuchea ou les visites rendues par le Ministre vietnamien des affaires étrangères dans les pays membres de l'ANASE ont sans aucun doute une influence positive sur le climat politique en Asie du Sud-Est.

67. Le dialogue plutôt que l'affrontement est et demeure la seule solution raisonnable pour améliorer le climat politique, et c'est à cette tâche que se consacre l'Organisation des Nations Unies.

68. M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La délégation soviétique estime que, vu la gravité de la situation internationale actuelle, l'une des tâches les plus importantes et urgentes devrait être l'adoption de mesures pratiques en vue d'éliminer les foyers de tension qui existent actuellement dans le monde.

69. Voilà pourquoi nous appuyons entièrement l'examen, à la présente session de l'Assemblée générale, de la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est. La situation dans cette région continue à préoccuper tous les Etats qui veulent le renforcement de la paix et de la sécurité en Asie et dans le monde entier. Mais quelle est donc la cause d'une situation aussi alarmante ?

70. Nous assistons en Asie du Sud-Est à la violation de l'indépendance et de l'intégrité territoriale d'Etats

indochinois souverains. Les instigateurs de cette politique cherchent à faire obstacle à la normalisation des relations entre les pays d'Indochine et les pays membres de l'ANASE et à inciter les membres de ce groupe à s'engager dans des actes hostiles contre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea. Force est de constater que la tension qui continue à régner en Asie du Sud-Est est le résultat de l'ingérence incessante des forces impérialistes et hégémonistes. Certains voudraient rétablir les positions qu'ils ont perdues à la suite de la victoire des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea dans le cadre de leur lutte pour l'indépendance nationale et la liberté. Il y a également des forces qui s'emploient à rétablir l'autorité de la clique de Pol Pot au Kampuchea.

71. A l'heure actuelle, les desseins visant à associer les pays membres de l'ANASE au bloc politico-militaire impérialiste et à transformer l'Asie du Sud-Est en un nouveau front d'affrontement politico-militaire avec les pays socialistes présentent un danger particulier.

72. Malheureusement, même si certains Etats membres de l'ANASE souhaitent en paroles un règlement politique des problèmes de la région, ils ne manifestent en fait que peu de réalisme politique et espèrent toujours qu'ils pourront forcer les pays d'Indochine à faire des concessions et à accepter des décisions unilatérales. Ils s'efforcent de faire croire que le renversement du régime de Pol Pot, qui menait une politique de génocide à l'égard de son propre peuple, l'établissement de l'autorité populaire au Kampuchea et la réalisation dans le pays de transformations économiques et sociales sont la cause de l'exacerbation de la situation en Asie du Sud-Est. Ils déforment le rôle des volontaires vietnamiens qui ont apporté une aide fraternelle au peuple kampuchéen pour défendre ses conquêtes contre les empiétements de l'extérieur. Chaque année, l'Assemblée générale se voit imposer une discussion sur la situation au Kampuchea, discussion dont on se sert pour s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays.

M. Wasiuddin (Bangladesh), vice-président, prend la présidence.

73. La position de la Thaïlande en est l'exemple le plus négatif. Non seulement, elle offre un asile à la clique de Pol Pot et autres réactionnaires khmers en fuite devant la colère populaire, mais elle appuie activement les raids que ces derniers mènent dans le territoire de la République populaire du Kampuchea. En outre, cette année, ayant apparemment décidé d'élargir le front de ses activités contre les pays d'Indochine, la Thaïlande a occupé une partie du territoire de la République démocratique populaire lao, créant ainsi un nouveau foyer de tension sur la frontière de la Thaïlande et du Laos.

74. On ne peut fermer les yeux sur les conséquences dangereuses pour la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est qu'entraînent les plans visant à engager les pays membres de l'ANASE dans un affrontement direct et plus actif avec la République populaire du Kampuchea. De temps à autre, la presse américaine a révélé que les Etats-Unis sont à l'origine de ces plans. Ainsi, par exemple, *The Christian Science Monitor* du 12 octobre indiquait que pour coordonner l'assistance à la coalition de la clique de Pol Pot et des autres réactionnaires khmers, on avait créé un comité spécial

quadripartite comprenant des représentants de Singapour, de Thaïlande, de Malaisie, et des Etats-Unis. On indique également que, depuis 1982, la CIA se livre à des opérations secrètes contre la République populaire du Kampuchea et finance les activités de propagande extérieure de la coalition ainsi que l'achat d'armes pour ces bandes de maraudeurs. C'est dans ce but que l'on a déjà dépensé des millions de dollars.

75. Sur la base de ces faits, l'on est forcé de conclure que la toute première condition, la condition indispensable à la normalisation de la situation en Afrique du Sud-Est, serait la disparition de l'ingérence des forces extérieures dans les affaires de la région, le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats qui en font partie et le développement des relations de bon voisinage et de coopération entre eux.

76. Le point de vue de l'Union soviétique sur ce point a été exprimé par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. A. A. Gromyko, qui, dans un discours prononcé à une réception donnée en l'honneur du Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, M. Nguyen Co Thach, le 29 octobre 1984, a déclaré ce qui suit :

“La seule façon raisonnable d'arriver à un règlement de la situation en Asie du Sud-Est réside, à notre avis, dans un dialogue constructif entre les pays situés dans cette région et la recherche de solutions pacifiques mutuellement acceptables pour les problèmes qui y existent. La solution que, de l'extérieur, on s'efforce d'imposer aux pays de la région, découle d'une politique d'affrontement et de pressions politiques, économiques et militaires. Cette politique n'apportera pas les résultats que certains escomptent. Elle est dissociée des réalités politiques. C'est une politique bornée et vouée à l'échec.”

77. Force est de constater qu'en dépit des difficultés provoquées par la politique de certains pays, en dépit des différences entre les Etats membres de l'ANASE et ceux d'Indochine, on discerne de plus en plus nettement une tendance à un élargissement de la compréhension mutuelle et à la recherche de moyens visant à instaurer progressivement une paix et une stabilité durables en Asie du Sud-Est. Nous estimons que les conditions permettant d'améliorer les relations entre les deux groupes de pays de la région existent.

78. Le problème de l'Asie du Sud-Est ne pourra être réglé que sur la base de l'égalité et du respect des intérêts légitimes de chaque groupe d'Etats, du refus d'un groupe d'imposer sa volonté à un autre et de l'élimination de la possibilité d'ingérence de l'extérieur.

79. Comme il est facile de le voir si l'on aborde la question sans parti pris en cette enceinte, le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea déploient sans cesse des efforts pour remplacer l'affrontement par un dialogue qui permettrait de régler les problèmes difficiles par des moyens politiques et qui permettrait à l'Asie du Sud-Est de se transformer en zone de paix et de coopération. Ayant traversé deux guerres très sanglantes, ayant défendu leur droit à l'indépendance dans la lutte contre les agresseurs étrangers, les peuples des Etats d'Indochine, peut-être plus que tous autres, s'efforcent de parvenir à la paix et à l'établissement de relations pacifiques et de bon voisinage avec tous les autres Etats; et ce désir se reflète dans

la politique quotidienne que leurs gouvernements mènent sur la scène internationale, en général, et aux Nations Unies en particulier.

80. Les propositions des pays d'Indochine, présentées à la huitième Conférence des ministres des affaires étrangères de ces Etats à Vientiane les 28 et 29 janvier 1984 [A/39/108, annexe], offrent la possibilité de résoudre tant d'une façon générale que partielle les problèmes liés à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est. Lors de leur conférence suivante, qui a eu lieu également à Vientiane, le 2 juillet 1984 [A/39/337, annexe], les ministres des affaires étrangères ont confirmé leur désir et leur volonté de faire tout leur possible pour normaliser les relations avec la République populaire de Chine, sur la base des principes de coexistence pacifique qu'ils estiment être un facteur très important pour assurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Ils ont manifesté leur désir de maintenir des relations de bon voisinage avec la Thaïlande et de transformer les frontières entre le Laos et la Thaïlande et entre le Kampuchea et la Thaïlande en frontières de paix et d'amitié.

81. Les pays d'Indochine ont donné la preuve de leur bonne volonté et de leur désir sincère de régler les problèmes urgents de la région par la voie du dialogue avec les pays membres de l'ANASE en déclarant que les propositions formulées par ces derniers le 21 septembre 1983 et les initiatives des trois pays d'Indochine qui figurent dans le communiqué de la huitième Conférence des ministres des affaires étrangères, ainsi que toutes les autres propositions avancées par les deux partis, doivent servir de base à la discussion, sur un pied d'égalité et dans des conditions de respect mutuel.

82. Un élément commun très important des positions de ces deux groupes d'Etats — qui pourrait faciliter le succès du dialogue — c'est que chacune des deux parties, en son temps, a accepté la décision de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, sur la situation en Asie du Sud-Est. Cette décision s'est trouvée confirmée lors des réunions des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays non alignés aux trente-huitième et trente-neuvième sessions de l'Assemblée générale, tenues à New York du 4 au 7 octobre 1983 et du 1^{er} au 5 octobre 1984, respectivement.

83. De toute évidence, si l'on souhaite la normalisation de la situation en Asie du Sud-Est, rien ne peut remplacer le dialogue. Comme l'a souligné le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. A. A. Gromyko, lors d'une réception donnée à Moscou en l'honneur du Ministre des affaires étrangères d'Indonésie, M. Kusumaatmadja, le 2 avril 1984 :

“Le seul moyen raisonnable de régler les problèmes existant dans la région réside dans les négociations et le dialogue constructif entre voisins et dans la recherche de solutions réalistes mutuellement acceptables. Il n'existe pas de problème entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE, aussi complexe qu'il paraisse à première vue, qui ne puisse être réglé à la table des négociations.”

84. La délégation soviétique constate avec satisfaction que l'idée d'un règlement des problèmes de la région par la voie des négociations entre les pays d'Indochine et les pays membres de l'ANASE reçoit

un appui toujours croissant. A cet égard, je mentionnerai la déclaration de l'Indonésie selon laquelle les pays membres de l'ANASE sont prêts à entamer une discussion ou un dialogue avec le Viet Nam à tout moment et à quelque niveau que ce soit. Il convient de noter aussi les efforts que l'Australie déploie pour favoriser l'ouverture d'un dialogue entre les pays de l'Asie du Sud-Est.

85. Les contacts établis par le Viet Nam au nom des trois pays d'Indochine, avec l'Indonésie et certains autres Etats membres de l'ANASE et les rencontres du Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, M. Nguyen Co Thach, avec les ministres des affaires étrangères de plusieurs pays membres de l'ANASE à la présente session de l'Assemblée générale nous permettent d'espérer que le dialogue entre les deux groupes de pays continuera d'évoluer.

86. La délégation soviétique estime que les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix et de la sécurité internationales doivent viser à favoriser le succès du dialogue entre les deux groupes d'Etats de l'Asie du Sud-Est. Nous estimons que l'examen de la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est à l'Assemblée générale doit, en définitive, aider le dialogue entre les pays d'Indochine et les pays membres de l'ANASE, ainsi que la normalisation des relations entre ces pays. Il ne faut pas permettre que l'Organisation des Nations Unies soit utilisée pour imposer des décisions unilatérales, car cela aggraverait les tensions dans cette partie du monde.

87. L'Union soviétique, pour sa part, est prête à s'associer aux efforts de tous ceux qui cherchent à établir en Asie du Sud-Est des relations de paix, de stabilité et de bon voisinage.

88. M. KASEMSRI (Thaïlande) [*interprétation de l'anglais*] : On se souviendra peut-être qu'en 1975 des événements très importants ont eu lieu au Viet Nam, au Laos et au Kampuchea, événements qui ont changé la configuration géopolitique de l'Asie du Sud-Est. Pour beaucoup dans la région, les changements historiques offraient au moins l'espoir de voir se terminer une longue ère de conflit armé ininterrompu. Les Etats de la région ont bien réagi au changement de circonstances. En 1976, les Etats de l'Asie du Sud-Est ont eu, pour la première fois dans leur histoire, des relations diplomatiques officielles, des relations commerciales et autres échanges entre eux. Mon pays a été parmi les tout premiers à reconnaître les nouveaux Gouvernements du Laos et du Kampuchea et d'un Viet Nam unifié, et à établir des contacts avec eux. En 1975, les nations de l'Asie du Sud-Est ont eu l'occasion de laisser de côté leurs divergences passées, de se tourner vers l'avenir sans soupçon ni inimitié, d'aborder une nouvelle ère de coopération fructueuse, et de mettre à profit leur patrimoine culturel et ethnique commun. En fait, il régnait dans la région une atmosphère d'espoir et d'optimisme croissants. Mais les espoirs ont été anéantis par l'intervention militaire étrangère au Kampuchea, qui a commencé véritablement le 25 décembre 1978.

89. Il n'est pas possible, par conséquent, d'examiner la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est sans faire allusion à la persistance de l'occupation militaire étrangère du Kampuchea où, à la suite de cette occupation,

la stabilité et le conflit armé, sans parler des souffrances humaines, continuent sans aucun doute d'être l'événement le plus tragique de la vie en Asie du Sud-Est. Il serait également peu réaliste et ce serait faire preuve d'un manque de sensibilité de méconnaître la nette menace actuelle posée à l'existence même des pays d'une région du fait de pays appartenant à la région même. Ne pas tenir compte des violations flagrantes des normes et des principes internationaux, c'est ouvrir tout grand le champ à l'instabilité et à la catastrophe régionales.

90. La Thaïlande et les autres pays membres de l'ANASE sont donc d'avis que le principal obstacle à la paix, à la stabilité et à la coopération en Asie du Sud-Est est la situation qui règne actuellement au Kampuchea. Le cadre d'une solution juste et durable du problème kampuchéen a été présenté dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale sur la situation au Kampuchea. Les résolutions adoptées par l'Assemblée, ainsi que la Déclaration sur le Kampuchea adoptée par la Conférence internationale sur le Kampuchea², tiennent également compte des intérêts légitimes de tous les Etats de la région, y compris le Viet Nam, en matière de sécurité, en demandant, notamment, des garanties pour un Kampuchea neutre et non aligné qui ne ferait peser aucune menace pour ses voisins. Dans ses résolutions, l'Assemblée espère également en un avenir où, lorsque le problème du Kampuchea sera réglé, les pays de la région pourront conjuguer leurs efforts pour créer une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est, ce qui contribuerait non seulement à la paix et à la stabilité dans la région, mais aussi à la paix et à la sécurité internationales.

91. Ce qu'il faut par conséquent, maintenant, c'est que tous les pays intéressés s'efforcent sincèrement de réaliser un règlement pacifique, juste et durable de la situation au Kampuchea. Une fois que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea seront pleinement rétablies, le climat de la région deviendra propice à de nouveaux efforts visant à assurer une paix, une stabilité et une coopération durables dans la région, sur la base de la confiance mutuelle et de la bonne volonté.

92. La bonne volonté a joué un rôle majeur dans le désamorçage des récents incidents de frontière, entre la Thaïlande et le Laos. L'on continuera de faire appel à la modération des deux parties pour pouvoir trouver une solution définitive aux malentendus et aux problèmes qui se sont posés. En Thaïlande, nous sommes certains que nos relations d'amitié séculaire avec le Laos et les liens d'étroite coopération entre nos deux peuples pourront être repris, dans notre intérêt mutuel ainsi que dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de la région dans son ensemble. Les divergences qui surgissent entre les pays de l'Asie du Sud-Est peuvent sans aucun doute être aplanies si l'on fait preuve de raison, de bonne volonté et de sincérité.

93. A propos de la déclaration faite par le représentant de l'Union soviétique, qui a fait de fausses allégations contre la Thaïlande en ce qui concerne cette question, je voudrais simplement dire que c'est vraiment un bon exemple du genre d'ingérence extérieure dans les affaires bilatérales des pays de la région à laquelle le représentant du Viet Nam a fait allusion précédemment.

94. Entre les six pays membres de l'ANASE la paix, la stabilité et la coopération ont, en fait, été réalisées en englobant la plus grande partie de la superficie de l'Asie du Sud-Est et la grande majorité de ses habitants. Il n'y a aucune raison pour que d'autres pays se voient privés d'une coopération mutuelle et constructive avec la majeure partie de l'Asie du Sud-Est. Les intérêts de tous les peuples de la région et ceux de la communauté internationale tout entière seraient aussi mieux servis. La Thaïlande et les autres pays membres de l'ANASE sont prêts à se joindre aux autres pays pour rechercher une paix juste et durable dans la région. En fait, le dialogue se poursuit entre les pays concernés par la question du Kampuchea et d'autres questions, et ce dialogue n'a rien de nouveau.

95. En conséquence, ma délégation voudrait demander à tous les Etats intéressés par la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est de joindre leurs efforts en vue d'aboutir à un règlement politique complet du problème kampuchéen, sur la base de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies en tant que première mesure pour instaurer un climat de confiance et de bonne volonté en Asie du Sud-Est qui permettra aux pays de cette région d'obtenir une paix stable et durable pour eux-mêmes.

96. M. LIANG Yufan (Chine) [*interprétation du chinois*] : Il y a deux semaines, lorsque l'Assemblée générale a examiné la question sur la situation au Kampuchea, les représentants de nombreux pays ont déclaré catégoriquement que la cause profonde des tensions en Asie du Sud-Est aujourd'hui repose sur l'intervention étrangère armée au Kampuchea. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale a adopté encore une fois une résolution exigeant le retrait de toutes les troupes étrangères du Kampuchea.

97. Il faut regretter que les autorités vietnamiennes non seulement aient refusé d'entendre l'appel à la justice de la communauté internationale, mais aient été jusqu'à attaquer la résolution de l'Assemblée générale. Elles ont continué à déformer de toutes les manières possibles la vérité au sujet de la cause profonde des tensions en Asie du Sud-Est, en exploitant l'examen du point intitulé "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est", et elles se sont érigées en champions de la paix dans la région dans le dessein de berner l'opinion mondiale et de camoufler leurs actes d'agression au Kampuchea. Tout cela montre que, jusqu'à présent, elles se sont retranchées obstinément derrière leur position agressive et expansionniste et qu'elles n'ont fait que manigancer s'agissant de la question du Kampuchea.

98. Effectivement, l'Asie du Sud-Est a besoin de paix, de stabilité et de coopération authentiques. Mais qui sabote la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est ? Qui occupe le Kampuchea depuis des années et, aujourd'hui encore, refuse de s'en retirer ? Qui s'est ingéré dans les affaires intérieures du Laos et en a pris le contrôle ? Qui a constamment violé les frontières de la Thaïlande et provoqué des incidents et des effusions de sang ? Encore une fois, qui a invité les forces navales et aériennes d'une superpuissance en Indochine, menaçant la sécurité du Pacifique Ouest tout entier, de même que les voies maritimes entre les

deux pays ? N'est-il pas clair que ce sont les autorités vietnamiennes ?

99. Il est absurde que les autorités vietnamiennes ressassent toujours cette vieille légende qu'elles ont elles-mêmes concoctée au sujet d'une prétendue menace chinoise pour couvrir leurs propres actes d'agression. Leur représentant a même affirmé, dans sa déclaration du 9 octobre, que la machine militaire gigantesque de la Chine était une "menace réelle" pour tous les pays d'Asie. Mais n'importe qui doté d'un peu de bon sens sait que l'on peut déterminer si un pays représente ou non une menace pour ses voisins non pas en fonction de ses forces armées, mais en fonction de la politique qu'il suit. Depuis 35 ans, c'est-à-dire sa fondation, la Chine nouvelle a constamment mené une politique de paix, s'est toujours prononcée fermement en faveur du maintien de la paix mondiale et du relâchement des tensions internationales et a toujours été prête à établir et à développer des relations d'amitié avec tous les pays du monde, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. La Chine s'est toujours opposée aux guerres d'agression et elle n'a pas besoin de se lancer dans une politique d'agression et d'extension outre-mer. Elle n'a pas un seul soldat stationné hors de son territoire. En outre, si l'on considère le nombre de soldats par rapport à la superficie totale et à la population d'un pays, le Viet Nam a un bien plus grand pourcentage de soldats que la Chine, sans parler des 200 000 et plus soldats vietnamiens qui occupent d'autres pays. Si l'invasion armée et l'occupation d'un pays voisin ne sont pas considérées comme une violation de la paix, suivant la curieuse logique vietnamienne, alors Israël et l'Afrique du Sud pourraient très bien se déclarer champions de la paix.

100. La Chine a des relations amicales avec les pays de l'Asie du Sud-Est et elle n'a aucune ambition dans cette région. La paix et la stabilité en Asie du Sud-Est ne répondent pas seulement aux intérêts des peuples de cette région, mais aussi à ceux de la Chine. Le Gouvernement chinois a donc toujours appuyé la proposition avancée par les pays membres de l'ANASE de créer une zone pacifique, libre et neutre en Asie du Sud-Est et elle a toujours appuyé la volonté des pays de l'Asie du Sud-Est de préserver leur indépendance et leur souveraineté nationale.

101. En ce qui concerne la tension le long de la frontière sino-vietnamienne, on sait fort bien qu'elle est le fait des seules autorités vietnamiennes et qu'on ne peut en blâmer la Chine. Si seulement le Viet Nam cessait ses actes de provocation contre la Chine, la tranquillité pourrait être rapidement établie le long de la frontière. Le Viet Nam a créé à grand-peine la tension le long de la frontière sino-vietnamienne pour en faire ensuite toute une histoire dans le seul propos de détourner l'attention de son invasion du Kampuchea et de semer la discorde entre la Chine et les pays de l'Asie du Sud-Est. Ces manœuvres ne manqueront pas d'échouer car personne ne s'y laissera prendre.

102. Les autorités vietnamiennes savent très bien que leurs mensonges quant à la prétendue menace chinoise ne peuvent plus trouver créance auprès de qui que ce soit; c'est pourquoi elles font parfois quelques gestes, comme, par exemple, en proposant les "dialogues multiples" dans le but de colporter leurs balivernes concernant un prétendu dialogue de groupe

et de nouvelles conférences internationales. Elles ont même essayé d'utiliser la déclaration de la prétendue réunion des huit ministres des affaires étrangères indochinois qu'elles ont elles-mêmes concoctée comme la base de ces "dialogues". A franchement parler, leur seul objectif est de détourner la question du Kampuchea de la voie normale tracée par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et la Déclaration sur le Kampuchea adoptée par la Conférence internationale sur le Kampuchea², de légitimer leur occupation de ce pays et d'imposer à la communauté internationale un régime fantoche mis en place par elles-mêmes.

103. Il faut également souligner que, pour justifier leurs actes d'agression et d'expansion en Indochine, les autorités vietnamiennes ont déformé l'histoire sans scrupule, mettant délibérément en bloc les différents stades des 40 ans de l'histoire d'Indochine d'après guerre et les trois guerres d'Indochine, qui sont d'une autre nature. Elles disent sans vergogne que leur invasion du Kampuchea et leur contrôle du Laos ont pour but de protéger la souveraineté et les territoires de ces deux pays. Elles se posent en représentants des trois pays d'Indochine; elles ont arbitrairement monopolisé tous les droits du Kampuchea et du Laos dans les affaires internationales. Comment peut-on expliquer tout cela, sinon par le fait que les autorités vietnamiennes considèrent ces deux pays comme leurs protectorats?

104. Le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est est une question pressante et sérieuse. Sur cette question, aucun pays n'a le droit de dénaturer la vérité, de confondre le bien et le mal et de détourner l'attention du public pour parvenir à ses propres fins. Le Gouvernement chinois n'a jamais cessé d'adhérer aux cinq principes de la coexistence pacifique, et il est prêt à se joindre à tous les pays épris de justice et de paix dans la quête continue de paix et de stabilité en Asie du Sud-Est. La Chine a toujours été en faveur d'un règlement juste et raisonnable de la question du Kampuchea depuis le commencement et elle soutient que la clef du règlement est le retrait total de toutes les forces vietnamiennes du Kampuchea. La Chine souhaite voir un Kampuchea pacifique, neutre, indépendant et non aligné après le retrait des troupes vietnamiennes.

105. Aussi bien les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale que la Déclaration sur le Kampuchea nous montrent depuis longtemps la voie à suivre pour régler la question du Kampuchea et alléger la tension en Asie du Sud-Est. Si seulement les autorités vietnamiennes renonçaient à leur politique d'agression et d'expansion, retireraient leurs troupes d'agression du Kampuchea et acceptaient de régler la question du Kampuchea conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, la situation en Asie du Sud-Est serait moins tendue, la paix et la stabilité seraient rétablies dans la région et les obstacles fondamentaux à la coopération entre les Etats de la région seraient éliminés. Telle est la position très nette du Gouvernement chinois sur la question du Kampuchea.

106. M. MAHBUBANI (Singapour) [*interprétation de l'arabe*] : Pour la cinquième année consécutive, le Viet Nam a proposé à l'Assemblée générale de discuter la question intitulée "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est".

Nous nous sommes réunis cinq fois. Nous avons discuté ce problème cinq fois. Aucune résolution n'a été adoptée. Pourquoi ?

107. La réponse est qu'il n'y a qu'un seul problème qui affecte la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est : l'invasion et l'occupation du Cambodge par le Viet Nam. Les pays membres de l'ANASE sont en paix entre eux. Jusqu'à l'invasion du Cambodge par le Viet Nam en 1978 il n'y avait pas de problème entre l'ANASE et l'Indochine. Tant que le Viet Nam n'acceptera pas de retirer ses forces du Cambodge, il n'y aura pas de progrès réel dans la voie de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est.

108. Telle était aussi l'opinion de l'Organisation des Nations Unies puisque chaque année l'Organisation a adopté, à une majorité écrasante, des résolutions invitant le Viet Nam à se retirer du Cambodge. Si le Viet Nam entend se plier aux vues de la communauté internationale sur l'Asie du Sud-Est — et nous pouvons supposer que c'est la raison pour laquelle il insiste pour faire inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée chaque année — nous le prions instamment d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur le Cambodge.

109. Dans ses déclarations sur ce point, le Viet Nam réitère sans cesse certains thèmes. Premièrement, il prétend qu'il y a eu un certain progrès dans le dialogue entre les Etats de l'Asie du Sud-Est. Deuxièmement, il se réfère aux décisions des pays non alignés sur l'Asie du Sud-Est. Troisièmement, le Viet Nam prétend que la situation instable qui règne en Asie du Sud-Est est due à une intervention de l'extérieur, et plus particulièrement à l'hégémonisme chinois. Je voudrais examiner ces trois thèmes.

110. Le premier thème important avancé par le Viet Nam est qu'il existe un dialogue croissant entre les Etats de l'Asie du Sud-Est. Nous sommes d'accord. Il y a eu de nombreuses réunions régulières entre les ministres des affaires étrangères de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est. Un seul Etat a été délibérément exclu par le Viet Nam de ce dialogue : le Kampuchea démocratique, ayant à sa tête le prince Norodom Sihanouk.

111. Si le Viet Nam est sincère lorsqu'il prétend souhaiter voir entamer un dialogue entre les pays d'Indochine et les pays membres de l'ANASE, nous l'invitons à convoquer une réunion entre les trois Etats d'Indochine Membres de l'ONU et les six Etats de l'ANASE Membres de l'ONU, au cours de laquelle ces Etats pourraient entamer un dialogue. Dès que le Viet Nam acceptera un tel dialogue, on aura accompli un progrès gigantesque dans la voie d'une situation pacifique et stable en Asie du Sud-Est. Si le Viet Nam décide de ne pas accepter un tel dialogue, nous pourrions peut-être nous demander : pourquoi pas ? Pourquoi le Cambodge ne serait-il pas représenté dans ce dialogue par son gouvernement légitime qui a été reconnu à l'ONU ? Même le Viet Nam ne s'est pas opposé aux pouvoirs de la délégation du Kampuchea démocratique au cours des deux dernières années.

112. Les pays membres de l'ANASE sont convaincus que l'Asie du Sud-Est se trouve à l'aube d'une nouvelle ère de paix, de prospérité et de stabilité. Grâce à une coopération régionale très étroite, les pays membres de l'ANASE développent peu à peu leurs sociétés. L'ANASE fonctionne bien

parce qu'elle se fonde sur un principe très simple : chaque Etat membre respecte l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance des autres Etats membres.

113. Nous serions heureux de voir la création d'une organisation analogue pour les trois Etats d'Indochine. Cependant, comme l'ANASE, une organisation indochinoise ne pourra réussir que si chacun des Etats membres respecte l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance des autres Etats membres. Le Viet Nam ne l'a pas encore fait à l'égard du Cambodge. Dès qu'il accordera au Cambodge son indépendance, nous sommes certains que les pays d'Indochine pourront, eux aussi, entrer dans une ère de paix, de prospérité et de stabilité comme les pays de l'ANASE.

114. Peut-être devrais-je rappeler à notre collègue du Viet Nam que le principe sur lequel l'ANASE est fondée a été énoncé par le grand dirigeant vietnamien, Ho Chi Minh, lorsqu'il a dit : "Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance." Nous invitons le Viet Nam à accorder au Cambodge sa liberté et son indépendance.

115. Le deuxième thème auquel le Viet Nam se réfère constamment est la décision des pays non alignés relative à la situation en Asie du Sud-Est. Cette décision contenue dans deux paragraphes qui ont été adoptés pour la première fois à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à New Delhi du 9 au 13 février 1981³. Ces deux mêmes paragraphes ont été approuvés à chaque réunion ultérieure des pays non alignés. Les paragraphes n'ont pas changé. Cependant, nous savons que lorsqu'ils ont été rédigés en 1981, le Viet Nam avait annoncé qu'il s'opposait à ces deux paragraphes parce qu'ils faisaient référence à la situation au Kampuchea. Pourquoi le Viet Nam a-t-il rejeté ces deux paragraphes en 1981 et pourquoi les approuve-t-il depuis 1982 ? Nous n'avons pas trouvé de réponse à cette devinette.

116. Enfin, le Viet Nam prétend que la situation instable en Asie du Sud-Est est due à l'intervention de l'extérieur, en particulier à l'hégémonisme chinois. Nous avons tous entendu le Viet Nam évoquer fréquemment et avec éloquence ce qu'il appelle la menace chinoise. Nous reconnaissons avec le Viet Nam qu'il est parfois inconfortable d'être situé à côté d'un Etat plus grand. Cependant, il y a seulement une décennie, les dirigeants vietnamiens déclaraient que le Viet Nam et la Chine étaient aussi proches que "les lèvres et les dents". Il semblerait que certaines dents aient mordu certaines lèvres. Nous pensons que tant que le Viet Nam et la Chine seront géographiquement voisins, ils continueront d'être aussi proches que les lèvres et les dents. Puisque les relations entre le Viet Nam et la Chine se sont détériorées essentiellement après l'invasion du Cambodge par le Viet Nam, le retrait de ce dernier pays du Cambodge permettrait peut-être d'apporter une solution à un problème qui semble tant préoccuper le Viet Nam.

117. Nous reconnaissons avec le Viet Nam que l'Asie du Sud-Est a été le foyer d'interventions de l'extérieur. Nous reconnaissons également avec ce pays que cette intervention extérieure doit cesser. Nous sommes cependant fermement convaincus que l'intervention de l'extérieur ne prendra fin que lorsque le Viet Nam acceptera d'apporter une solution au

problème du Cambodge. En envahissant le Cambodge, le Viet Nam a non seulement précipité son pays dans le conflit sino-soviétique mais y a également entraîné le reste de l'Asie du Sud-Est. Il aurait été plus sage pour le Viet Nam de ne pas plonger dans ce conflit entre les deux grandes puissances. En proposant un règlement politique global raisonnable du problème cambodgien, l'ANASE espère aider le Viet Nam et l'Asie du Sud-Est à s'extirper de ce conflit. C'est pourquoi nous invitons le Viet Nam à appuyer un tel règlement politique global.

118. Ce matin, le représentant de l'Union soviétique a parlé du soutien apporté par Singapour et les autres pays de l'ANASE au Gouvernement légitime du Kampuchea démocratique. Mais la lutte du peuple kampuchéen n'est pas appuyée seulement par l'ANASE, mais par la communauté internationale tout entière. Cependant, nous regrettons que l'Union soviétique continue d'appuyer le régime illégal fantôme imposé au peuple kampuchéen par les forces d'occupation étrangères. Cet appui émanant d'une superpuissance a rompu la paix et la stabilité de l'Asie du Sud-Est.

119. Etant donné que le Viet Nam prétend qu'il cherche à mettre fin à l'ingérence étrangère dans les affaires de l'Asie du Sud-Est, nous ne comprenons pas pourquoi il insiste tant pour que cette question soit maintenue chaque année à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Le Viet Nam prétend que le but de ces discussions est de favoriser la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et de réduire l'ingérence extérieure dans les affaires de cette région. Mais, quand je regarde la liste des représentants inscrits pour ce débat — à savoir, si ma liste est complète, les représentants du Viet Nam, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Thaïlande, de la Chine, de Singapour, de la Bulgarie, de la Malaisie, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Mongolie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de Cuba, du Kampuchea démocratique, du Yémen démocratique et du Laos — je suis réellement inquiet de constater qu'à part les pays de l'Asie du Sud-Est, la majorité des orateurs qui participent à ce débat appartiennent au bloc soviétique. Il semblerait que le Viet Nam invite le bloc soviétique à s'ingérer dans les affaires de l'Asie du Sud-Est. Cela nous préoccupe. Mais le Viet Nam souhaite peut-être simplement que le bloc soviétique fournisse à l'Asie du Sud-Est une aide amicale. Si c'est le cas, j'espère que les peuples de l'Asie du Sud-Est, comme tant de personnes dévotes en Europe de l'Est, se mettant au lit chaque soir n'auront pas à prier le Seigneur de mettre leur pays à l'abri de l'aide amicale de l'Union soviétique.

120. M. SHELDON (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : La délégation de la RSS de Biélorussie attache une très grande importance à l'examen, par l'Assemblée générale, de la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, car l'Organisation des Nations Unies doit s'inspirer précisément de ces positions de principe visant à instaurer une paix et une sécurité durables pour apprécier la situation qui se fait jour dans cette région et pour rechercher les moyens réalistes d'arriver au règlement politique des pro-

blèmes qui ont surgi dans cette région du fait des forces de l'impérialisme et de la réaction.

121. Il est d'autant plus urgent et indispensable d'assainir le climat politique de cette région du continent asiatique que l'édifice de la paix lui-même continue à être peu stable, fragile, et que les moyens proposés par les pays d'Indochine pour arriver à normaliser les relations et instaurer une coopération mutuellement avantageuse entre les Etats de la région ne reçoivent toujours pas de réponse de la part de l'autre partie.

122. Les événements et les faits récents montrent de façon indubitable que, comme au cours des décennies précédentes, la cause principale de la tension qui continue à régner dans la région réside dans l'ingérence incessante des forces de l'impérialisme et de l'hégémonisme dans les affaires intérieures des pays de cette région et dans leur atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des pays d'Indochine.

123. Pour parvenir à leurs fins égoïstes dans cette région, ces forces, et avant tout les Etats-Unis, s'appuient sur les milieux réactionnaires locaux. Elles ne cessent de provoquer des tensions entre les Etats de la région et exploitent cyniquement leurs divergences et leur méfiance mutuelle héritée du passé. Elles s'ingénient à les intimider en invoquant une menace vietnamienne imaginaire. Elles cherchent à entraîner les pays membres de l'ANASE dans la voie de la militarisation et de la transformation de leur association en groupement politique militaire auquel elles attribuent un rôle particulier dans leur stratégie si dangereuse pour la paix. Elles poussent ces Etats à des actes ouvertement hostiles contre la République populaire du Kampuchea, le Laos et le Viet Nam.

M. Lusaka (Zambie) reprend la présidence.

124. En outre, recourant à diverses manœuvres de propagande, ces forces s'efforcent de rendre confuse à l'extrême la prétendue question du Kampuchea qu'elles ont inventée et à utiliser cette question pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la République populaire du Kampuchea et des Etats frères d'Indochine. Elles cherchent également par ce moyen à maintenir les milieux dirigeants de certains pays membres de l'ANASE dans une position d'affrontement avec le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea.

125. Alors que les forces impérialistes et expansionnistes mènent ouvertement une politique hostile à l'égard des peuples de l'Asie du Sud-Est, il faut constater avec regret que certains, prétextant leur inquiétude à l'égard de la situation dans la région, n'hésitent pas, en fait, à dissimuler leurs intentions sous des raisonnements inventés ou plutôt pharisaïques concernant "certaines divergences dans l'appréciation des causes de la tension ainsi que de la situation réelle dans la région".

126. Cela s'applique particulièrement à la position de certains pays membres de l'ANASE. Sous la pression de l'extérieur et non sans la participation de certains milieux dans ces pays, les périodes de contacts actifs entre les pays d'Indochine et les membres de l'ANASE sur la question de la normalisation des relations entre eux, ont toujours alterné au cours des dernières années avec des efforts visant à attiser artificiellement la tension.

127. Parmi les adeptes les plus zélés de cette politique, nous trouvons certains milieux thaïlandais, ceux-là mêmes qui ont offert le territoire thaïlandais pour y assurer le stationnement, l'instruction et l'armement des gangs de Pol Pot et de leurs alliés, et ceux-là mêmes qui, aujourd'hui encore, attisent la tension sur les frontières entre la Thaïlande et le Kampuchea et entre la Thaïlande et le Laos où des actes d'agression ont été commis et trois villages laotiens occupés. Ces milieux voudraient s'arroger le rôle de "maître de la situation" et de "garant" au cas où ils arriveraient à imposer au peuple kampuchéen un règlement qui aurait été élaboré en dehors de la région. Sous la pression des Etats-Unis d'Amérique et de leurs partenaires, ces milieux thaïlandais permettent la participation directe de leur pays à des actions hostiles à l'encontre du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam et s'efforcent d'entraîner à leur suite d'autres pays membres de l'ANASE. Il ne fait aucun doute que de tels actes ne répondent ni aux intérêts de la Thaïlande, ni aux intérêts actuels ou à long terme des peuples de la région.

128. Chacun sait que la victoire des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea dans leur longue guerre héroïque et sanglante menée contre les agresseurs américains et leurs suppôts a fait prendre au sort des peuples d'Indochine un tournant radical et, pour la première fois, a créé des conditions favorables à la normalisation des relations et au développement d'une coopération mutuellement avantageuse entre tous les pays de l'Asie du Sud-Est et, avant tout, entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE, qui comprennent presque toute la région.

129. Depuis lors, ces deux groupes d'Etats ont acquis une certaine expérience dans leurs relations mutuelles qui montre que leurs désaccords et leurs contradictions ne sont nullement insurmontables et qu'ils peuvent, avec de la bonne volonté, être résolus à la table des négociations sur la base du principe de la coexistence pacifique.

130. Le passé colonial, les guerres d'agression impérialistes et la politique expansionniste des néo-colonialistes de toute espèce ont, comme toujours, laissé naturellement derrière eux dans cette région aussi quelques problèmes complexes et controversables. Le règlement de ces problèmes exigera sans aucun doute un certain temps, étant donné que toutes ces forces intérieures et extérieures à la région, y compris les forces de la réaction, ne céderont pas sans résistance.

131. Par ailleurs, si l'on examine la situation actuelle en Asie du Sud-Est avec le maximum de bon sens et d'objectivité, l'on est forcé de discerner toute une série de facteurs positifs qui pourraient servir de base réaliste à la recherche de moyens permettant de réaliser dans la pratique les vœux et les aspirations de tous les peuples de la région qui souhaitent vivre en paix et consacrer leurs efforts à la lutte contre la pauvreté et à l'accélération du développement économique et social.

132. On sait fort bien que l'héritage commun et les liens historiques et culturels entre les pays de cette région du monde, la similitude de leur situation économique et géographique et l'identité de leurs intérêts fondamentaux à long terme, font qu'il est non seulement souhaitable mais même absolument vital

qu'ils unissent leurs efforts pour rechercher ensemble un règlement pacifique de leurs difficultés.

133. On a déjà identifié toute une série de questions au sujet desquelles les pays de la région ont, d'une façon ou d'une autre, montré qu'ils étaient intéressés à les examiner ensemble et à rechercher des moyens mutuellement acceptables de les résoudre.

134. Si l'on compare les principes fondamentaux dont les deux parties déclarent s'inspirer dans leurs politiques étrangères, il est facile de discerner un certain degré de similitude dans les fondements de leur position.

135. Aujourd'hui plus que jamais, il doit être parfaitement clair qu'un règlement pacifique et constructif des problèmes et la normalisation de la situation en Asie du Sud-Est ne peuvent se fonder que sur la cessation de l'ingérence des forces extérieures dans les affaires de cette région du monde, sur le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats de la région, sur le développement de relations de bon voisinage et de coopération, sur la reconnaissance que les deux parties ont un intérêt égal à ce que la paix soit maintenue, sur le principe de la sécurité égale et du respect de leurs intérêts légitimes respectifs.

136. Toute tentative émanant d'un Etat quelconque ou d'un groupe d'Etats quelconque de l'Asie du Sud-Est en vue d'obliger, seuls ou avec un appui de l'extérieur, les pays d'Indochine à adopter des conditions unilatérales, sera dûment repoussée et condamnée à l'échec. Cela s'applique aussi pleinement au tapage provocateur que l'on continue à mener autour de la prétendue "question du Kampuchea", à l'aide duquel on cherche à imposer à nouveau au peuple du Kampuchea le régime sanglant des bourreaux de Pol Pot, camouflé aujourd'hui sous le titre de "coalition".

137. Il est temps de comprendre que l'orientation et le contenu des transformations socio-économiques progressistes réalisées par les peuples d'Indochine — y compris bien entendu par le peuple du Kampuchea — ont un caractère irréversible, que cela plaise ou non à certains.

138. Nous voudrions croire que les pays membres de l'ANASE ne sont pas moins intéressés à voir s'assainir le climat en Asie du Sud-Est que les pays d'Indochine. C'est pourquoi un dialogue direct et constructif entre eux et non pas un affrontement attisé de l'extérieur, des efforts communs dans la recherche de solutions mutuellement acceptables et non l'ambition d'éduquer les autres, constituent la seule voie sûre à même de faire naître une région véritablement pacifique et stable engagée dans la voie du développement et d'une coopération fructueuse.

139. On sait fort bien que les Etats d'Indochine se montrent toujours prêts à développer de bonnes relations avec leurs voisins ainsi qu'avec tous les pays, quel que soit leur régime politique ou social, en se fondant sur le principe de la coexistence pacifique. Fidèles à leur politique éprise de paix, ils ont au cours des cinq dernières années présenté tout un ensemble d'initiatives constructives et de mesures concrètes visant à normaliser la situation en Asie du Sud-Est et à transformer cette partie du monde en une zone de paix, de bon voisinage et de coopération. Une preuve de la politique éprise de paix menée constamment par

les pays d'Indochine et de leur recherche réaliste et objective d'une solution aux problèmes urgents de la région peut être trouvée dans les propositions extrêmement claires et qui tiennent compte des intérêts de toutes les parties qu'ils ont présentées aux huitième et neuvième Conférences des ministres des affaires étrangères du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos, qui se sont déroulées à Vientiane les 28 et 29 janvier et le 2 juillet de cette année, respectivement.

140. Ces propositions prévoient la possibilité tant d'une solution globale des problèmes liés à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est que d'une solution partielle avec certains pays de la région. Elles se fondent sur les principes de coexistence pacifique des Etats et du bon voisinage et elles partent de la prémisses que les frontières des pays d'Indochine avec la Thaïlande devraient être des frontières de paix et d'amitié et que toutes les questions en suspens devraient être résolues par la voie de négociations. Ces propositions ont été très favorablement accueillies par les gens de bonne volonté qui y voient une initiative concrète et sérieuse destinée à réduire les tensions en Asie du Sud-Est.

141. En 1983, les Etats d'Indochine se sont déclarés prêts à prendre pour base du dialogue les propositions des pays membres de l'ANASE, avancées en 1971, concernant la transformation de l'Asie du Sud-Est en zone de paix, de liberté et de neutralité, libre de l'ingérence extérieure sous quelque forme que ce soit.

142. Certes, la situation en Asie du Sud-Est connaîtrait des changements positifs si l'on appliquait certaines propositions de l'URSS, de la République populaire mongole, des pays d'Indochine, de la République populaire démocratique de Corée concernant notamment l'élaboration de mesures propres à créer un climat de confiance en Extrême-Orient, la conclusion d'une convention sur la non-agression mutuelle et le non-emploi de la force dans les relations entre les Etats de l'Asie et du bassin de l'océan Pacifique et la transformation de l'océan Indien en zone de paix et d'amitié. D'après ce que je viens d'indiquer, il est clair que l'on ne manque ni de propositions ni d'initiatives officielles réalistes en vue de normaliser la situation en Asie du Sud-Est et je voudrais souligner ici que la tentative faite par Singapour, depuis cette tribune même, pour répandre des calomnies sur la sincérité de l'attitude des pays socialistes est de mauvais goût.

143. La tâche principale consiste maintenant à ne plus ignorer ces propositions mais à en faire l'objet de pourparlers, sincères et constructifs, entre les pays d'Indochine et de l'ANASE.

144. Les Nations Unies doivent faire tout leur possible pour favoriser le développement d'un dialogue constructif dans un esprit de réalisme et de bonne volonté pour arriver à une paix durable et à la stabilité et la coopération dans l'Asie du Sud-Est. Comme par le passé, la RSS de Biélorussie est prête à contribuer activement à ce processus.

145. M. KARASIMEONOV (Bulgarie) : La délégation bulgare attache une importance primordiale à la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est. En effet, le Sud-Est asiatique n'a cessé depuis 40 ans d'être un foyer de tensions internationales des plus dangereux.

146. Nous sommes obligés de constater, une fois de plus, que la situation en Asie du Sud-Est ne s'est guère améliorée et que le climat politique dans cette région reste grave et tendu.

147. Sans aucun doute, les causes principales de cette situation sont l'ingérence de forces extérieures dans les affaires des Etats de la région et les tentatives de la part de ces forces d'imposer leur volonté aux peuples de cette partie du monde et de les empêcher d'entamer un dialogue constructif.

148. Il apparaît que ces forces n'ont pas tiré de leçon de l'histoire et des suites désastreuses de l'agression contre le Viet Nam et essaient d'imposer leur domination dans cette région par d'autres procédés empruntés au répertoire de l'impérialisme.

149. Le cours des événements de cette année a démontré, une fois de plus, que cette politique est l'obstacle principal à la normalisation de la situation dans cette région.

150. Un aspect de la politique d'ingérence de l'impérialisme est l'application du principe classique selon lequel il faut diviser pour régner. L'illustration concrète en est fournie par ses efforts persistants d'opposer les Etats membres de l'ANASE à ceux d'Indochine et de provoquer leur affrontement.

151. Cette politique de l'impérialisme a pour cible évidente les trois pays d'Indochine et pour sa réalisation on a recours aux bons offices et aux territoires de pays voisins.

152. Nous assistons à des tentatives persistantes d'ingérence directe dans les affaires intérieures de la République populaire du Kampuchea visant à saper les acquis du peuple kampuchéen, à déstabiliser le pays et à renverser son gouvernement légitime. C'est au nom de cet objectif qu'en juillet 1982 a été créé, avec l'aide active et généreuse des Etats-Unis et de certains de leurs alliés et amis, le prétendu gouvernement de coalition qui n'est autre chose qu'une couverture pour l'ex-régime criminel de Pol Pot.

153. A la lumière de ces faits, nous déplorons vivement qu'à l'ONU la place qui revient de droit aux représentants de la République populaire du Kampuchea continue d'être occupée par des personnes que l'histoire a condamnées et répudiées pour leurs crimes contre leur propre peuple et contre l'humanité.

154. Au cours des derniers mois, le territoire du Laos, Etat indépendant et souverain, a fait aussi l'objet d'actes agressifs. Sans provocation aucune, des troupes thaïlandaises sont entrées au Laos le 6 juin dernier et ont occupé trois villages. L'occupation illégale de ces villages dure déjà depuis pratiquement cinq mois. Ce sont des faits alarmants dans la situation complexe et tendue que présente cette région névralgique et qui ne peuvent qu'envenimer les relations entre deux pays voisins.

155. Parallèlement, il y a un accroissement des pressions contre la République socialiste du Viet Nam : il s'agit d'attaques armées contre son territoire ainsi que d'une campagne de calomnies sous le prétexte d'un danger vietnamien, dans le but de discréditer le Viet Nam aux yeux d'autres Etats asiatiques.

156. Nous assistons en plus à une autre tendance dangereuse, à savoir des entreprises en vue de la

renaissance du militarisme et la formation de nouveaux groupements militaires et politiques en Asie du Sud-Est et la région du Pacifique.

157. Telles sont, selon nous, les véritables causes de la tension et des conflits en Asie du Sud-Est, et non point la situation au Kampuchea, comme le prétendent et essaient de le prouver certains milieux.

158. Leurs assertions sont le fruit de leur refus de reconnaître que la République populaire du Kampuchea est en train de redresser et de renforcer la structure politique du pays et que les changements intervenus dans la vie du peuple kampuchéen sont irréversibles. Ce peuple a choisi la voie de son développement et ce ne seront pas des politiciens répudiés ou des forces extérieures qui modifieront son destin.

159. Le développement positif des trois pays d'Indochine qui mènent une politique raisonnée de paix et de bon voisinage a pour conséquence un changement radical de la situation dans la région. Que cela plaise ou non à d'aucuns, il s'est formé en Asie du Sud-Est un centre politique qui exerce son influence positive sur les relations internationales en faveur de la paix et de la sécurité. Le prestige international des pays d'Indochine s'accroît chaque jour. C'est une réalité politique impossible à négliger.

160. J'aimerais saisir cette occasion pour déclarer de cette tribune que la République populaire de Bulgarie appuie et ne cessera d'appuyer les efforts des trois pays d'Indochine en vue de l'élimination des conséquences pénibles du passé colonial et pour la construction de la nouvelle société socialiste.

161. A la lumière de l'actuelle dégradation de la situation internationale, la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est acquiert une importance et une actualité accrues.

162. La Bulgarie est persuadée qu'il est possible de trouver les voies qui mèneront à la normalisation de la situation dans cette partie du monde. A nos yeux, l'unique position raisonnable et réelle permettant de parvenir à la solution globale des problèmes de cette région, c'est l'établissement graduel d'un climat de confiance et de coopération entre tous les pays de la région par le biais de négociations sur les principes de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du respect des intérêts légitimes de chacun des Etats.

163. Les propositions constructives des trois pays d'Indochine, énoncées lors de la huitième Conférence des ministres des affaires étrangères de ces pays, tenue à Vientiane les 28 et 29 janvier 1984 [A/39/108, annexe], et lors des neuf réunions périodiques des ministres des affaires étrangères de ces pays, constituent une bonne base de départ en vue de la normalisation de la situation.

164. La Bulgarie tient en haute estime la politique active de paix menée par la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea, et soutient entièrement leurs efforts inlassables en vue de l'instauration d'un dialogue constructif avec les pays membres de l'ANASE afin de transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix, de stabilité et de coopération. Comme preuve de leur bonne volonté, ces pays ont confirmé qu'ils étaient prêts à accepter

comme base de discussion entre les deux groupes d'Etats, avec leurs propres propositions du 29 janvier 1984, celles contenues dans la déclaration conjointe publiée par les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE le 21 septembre 1983⁴. Qui plus est, en vue de faciliter l'ouverture plus rapide d'un dialogue constructif, la République populaire du Kampuchea s'est déclarée disposée à ne pas faire usage de son droit de participer aux négociations.

165. En plus, conformément à l'accord entre la République socialiste du Viet Nam et la République populaire du Kampuchea, le troisième retrait consécutif d'une tranche de troupes de volontaires vietnamiens du Kampuchea a été effectué cette année.

166. Les initiatives constructives du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos répondent aux intérêts vitaux des peuples de l'Asie du Sud-Est. Elles sont conformes aux objectifs et principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux décisions du Mouvement des pays non alignés incorporées dans la Déclaration politique adoptée par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983¹. Ces propositions reposent sur l'idée qu'il n'y a pas de raisons objectives à l'hostilité et à l'affrontement entre pays d'Indochine et pays membres de l'ANASE et que leurs différends et conflits résultent des intrigues des forces étrangères qui provoquent l'aggravation de la situation de propos délibéré et au profit de leurs propres intérêts. Tel est le sens de l'appel pressant que les pays non alignés ont lancé, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays non alignés à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, tenue à New York du 1^{er} au 5 octobre 1984, à tous les Etats de l'Asie du Sud-Est pour établir un dialogue propre à les conduire à surmonter leurs différences et à instaurer une paix et une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à éliminer l'ingérence et la menace d'ingérence extérieure.

167. La Bulgarie se félicite de cet appel opportun lancé à tous les pays de la région et s'y rallie entièrement parce qu'elle considère qu'il indique une voie adéquate pour la solution des problèmes dans cette région, celle de l'ouverture immédiate de négociations, sans conditions préalables et sans ingérence étrangère.

168. Ma délégation estime encore qu'en dépit des difficultés et divergences existantes, les consultations et les contacts bilatéraux en cours entre les deux groupes de pays de la région sont de nature à inspirer l'optimisme. Cette tendance positive mérite d'être encouragée et appuyée.

169. Nous saluons par conséquent l'accord réalisé entre les deux groupes afin de se faire représenter dans les négociations par la République socialiste du Viet Nam et l'Indonésie respectivement.

170. De même, nous apprécions positivement les efforts de tous les Etats désireux de contribuer d'une façon ou d'une autre à la réussite du dialogue entre les deux groupes d'Etats en Asie du Sud-Est.

171. La délégation de la Bulgarie est convaincue que l'Organisation des Nations Unies est en mesure de contribuer à l'instauration de la paix et de la stabilité dans cette région. Elle pense donc que le débat actuel pourra aider à la normalisation de la situation dans

cette région et à sa transformation en une vraie zone de paix, de stabilité et de coopération.

172. M. ZAIN (Malaisie) [*interprétation de l'anglais*] : Comme cela a déjà été dit plusieurs fois au cours de ce débat, c'est la cinquième fois que l'Assemblée générale examine la question intitulée "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est" dont nous sommes maintenant saisis. Nous savons tous également qu'à l'issue de chacun de ces débats, lors des sessions antérieures, l'Assemblée générale n'a pas procédé à l'examen d'un projet de résolution. En fait, aucun projet de résolution n'a jamais été présenté. Au lieu de cela, l'Assemblée convenait de renvoyer la discussion de ce point à la session suivante. Ma délégation estime qu'étant donné les circonstances d'alors cette décision était justifiée et, comme j'aurai l'occasion de l'expliquer plus tard, même généreuse. Il nous semble par conséquent que la question qui se pose à l'Assemblée aujourd'hui est celle-ci : les circonstances ont-elles suffisamment changé pour justifier une autre décision ? Pour répondre à cette question, nous devons nous poser une question préalable, à savoir : quelles sont les circonstances qui ont été à l'origine de cette décision adoptée par consensus lors des quatre sessions précédentes de l'Assemblée générale ?

173. Au cours du débat, à la trente-huitième session, le représentant du Laos a dit, entre autres choses : "Qu'on le veuille ou non, il existe en fait deux courants de pensée, deux points de vue divergents à cet égard." [*Voir 59^e séance, par. 258.*] Nous sommes d'accord avec lui. Toutefois, il voulait parler seulement des divergences de vues concernant les causes principales de la tension et de l'instabilité en Asie du Sud-Est, que le Laos et le Viet Nam ont attribuées principalement à la politique de deux puissances n'appartenant pas à la région — je préfère employer cette expression neutre plutôt que le langage plus coloré de notre collègue lao. Ma délégation pense qu'il aurait dû aller plus loin et noter qu'il existait également des divergences de vues sur la meilleure manière de procéder. D'un côté, le Laos et le Viet Nam ont indiqué qu'ils étaient disposés à parler de manière générale des problèmes de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, sujets qui, d'une manière ou d'une autre, entraînent une référence à la question du Kampuchea. C'est toujours leur position. D'un autre côté, la Malaisie et les pays membres de l'ANASE — et, en fait, la majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies —, comme ils l'ont démontré une fois de plus en appuyant la résolution 39/5 de l'Assemblée générale, pensent qu'il faut commencer par le commencement, à savoir que l'agression vietnamienne contre le Kampuchea et l'occupation continue de ce pays doivent tout d'abord cesser.

174. Nous, pays membres de l'ANASE, sommes bien sûr toujours prêts au dialogue. En fait, nous avons parlé avec le Laos et — ce qui est encore plus important — avec le Viet Nam au cours des cinq dernières années, ici à New York, dans la région et ailleurs; nous leur parlons et continuerons de leur parler. Nous n'avons pas besoin d'être encouragés par qui que ce soit pour continuer le processus du dialogue et la discussion. Notre divergence avec le Laos et le Viet Nam ne porte pas sur la question de savoir si nous devons nous parler mais sur ce dont nous allons parler.

175. Voilà les circonstances qui ont poussé l'Assemblée générale, lors des quatre sessions précédentes, à n'adopter ni projet de résolution ni décision, ci ce n'est pour renvoyer la discussion du sujet à la session suivante. La question que nous devons maintenant nous poser est celle-ci : est-ce que les circonstances ont changé pour justifier un autre type de décision ?

176. Ma délégation estime que la réponse est clairement "Non". Ces divergences continuent d'exister et — cela vaut la peine de le répéter — elles n'existent pas simplement entre le Viet Nam et le Laos, d'un côté, et les pays de l'ANASE, de l'autre. Le fait est — et c'est un fait d'importance vitale — que ces divergences existent entre le Laos et le Viet Nam et l'écrasante majorité des membres de l'Assemblée qui, en adoptant la résolution 39/5 qui se fait l'écho des résolutions analogues adoptées lors des cinq sessions précédentes de l'Assemblée, ont prié instamment "les pays de l'Asie du Sud-Est, une fois qu'on sera parvenu à une solution politique d'ensemble du conflit au Kampuchea, de consacrer de nouveaux efforts à l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est".

177. Il s'ensuit que si l'Assemblée doit adopter une résolution sur le sujet actuellement à l'examen, il faut, conformément aux résolutions déjà adoptées sur le Kampuchea, que ce soit une résolution dans laquelle elle priera instamment le Viet Nam, tout d'abord, de répondre aux appels réitérés de la communauté internationale visant au retrait de ses forces du Kampuchea, au rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Kampuchea, puis de permettre au peuple kampuchéen d'exercer son droit légitime à l'autodétermination. C'est la base absolument indispensable à la paix, à la stabilité et à la coopération entre les pays de l'Asie du Sud-Est.

178. Bien que certaines déclarations faites ce matin donnent l'impression que nous nous sommes engagés dans un deuxième débat sur le Kampuchea, ma délégation estime qu'il ne sert pas à grand-chose que l'Assemblée lance cet appel une deuxième fois au cours de sa présente session. Ma délégation insiste également pour que ce débat ne soit pas utilisé comme subterfuge pour contourner la décision très claire prise auparavant par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale, en adoptant la résolution 39/5 et un certain nombre de résolutions analogues depuis 1979, s'est très clairement prononcée sur le point particulier dont nous sommes saisis aujourd'hui; par conséquent, nous pouvons affirmer que la question a déjà été traitée et que nous pouvons nous arrêter là. C'est ce que je voulais dire lorsque j'ai déclaré précédemment que l'Assemblée s'était montrée généreuse car, en examinant cette question, elle a accepté une manœuvre de procédure tendant à renvoyer la question à la prochaine session. La Malaisie n'y verrait aucune objection si l'Assemblée était disposée à se montrer aussi généreuse cette année.

179. Etant donné que l'Assemblée générale s'est déjà prononcée très clairement sur les questions soulevées, nous pensons, dans un souci d'harmonie et de bonne volonté, qu'il n'est pas nécessaire qu'elle s'attarde davantage sur cette question au cours de ce débat. La Malaisie est en fait attachée à un avenir de paix, d'amitié et de développement en Asie du Sud-Est pour reprendre le libellé de ce point de l'ordre du jour et

nous continuerons d'œuvrer à la réalisation de cet objectif. Nous estimons que cet objectif ne pourra être atteint que lorsqu'il sera mis fin à l'agression vietnamienne au Kampuchea, qui est aussi injustifiée que regrettable.

180. Dans ce contexte, je me permets de rappeler qu'en 1971 déjà, la Malaisie et les autres pays membres de l'ANASE avaient adopté une déclaration sur une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est⁵, qui devait créer les conditions propices à la paix et à l'harmonie régionales, à l'élimination des rivalités entre les grandes puissances relatives à leurs sphères d'influence et empêcher ainsi la région de se trouver mêlée à nouveau à des conflits qui ne la concernent pas. Même au lendemain de la guerre du Viet Nam, en 1975, nous avons tendu la main de l'amitié et de la coopération au Viet Nam et au Laos. Nous ne l'avons pas seulement fait en paroles mais également sous forme d'aide dans leur œuvre de redressement et de reconstruction économiques. Par la suite, en 1976, les pays membres de l'ANASE ont adopté un Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est⁶ et ont invité tous les autres Etats de la région à s'y associer. C'étaient des mesures concrètes et précises qui ont fait progresser la paix et l'harmonie en Asie du Sud-Est.

181. Si ces mesures, ces offres d'amitié sont maintenant suspendues, ce n'est pas pour des raisons qui relèvent de notre fait. L'obstacle est et demeure l'agression vietnamienne et son occupation continue du Kampuchea. Les vagues appels à la négociation ou les appels généraux aux principes de règlement pacifique, du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, de non-agression, de l'égalité des Etats, de la paix, de la stabilité et de la coopération, sonnent faux face à la réalité du Kampuchea.

182. Car comment, en toute honnêteté, parler de paix alors qu'aujourd'hui 200 000 soldats vietnamiens se trouvent au Kampuchea ? Comment parler sincèrement de stabilité lorsque le gouvernement au Kampuchea, aujourd'hui, n'est rien d'autre qu'un régime fantoche mis en place par les forces vietnamiennes ? Comment pouvons-nous favoriser une véritable coopération lorsque le Viet Nam, par son action au Kampuchea, a compromis la confiance mutuelle entre les Etats de la région et a violé de manière flagrante les principes de la Charte des Nations Unies ? La voie vers un avenir plus pacifique, plus stable et plus coopératif en Asie du Sud-Est deviendra plus claire lorsque l'obstacle de l'agression vietnamienne au Kampuchea sera supprimé.

183. La meilleure manière pour l'Assemblée de faire que ce jour ne soit pas si lointain serait de rappeler au Viet Nam qu'il existe des résolutions de l'Assemblée générale relatives au Kampuchea qu'il faut déjà appliquer. Pour les raisons que j'ai indiquées, ma délégation n'insiste pas pour que cet appel soit renouvelé dans le cadre de l'examen de cette question, tout aussi justifié qu'il soit. Mais l'Assemblée générale devrait tout au moins s'abstenir de faire quoi que ce soit qui risque d'affaiblir l'appel qu'elle a déjà lancé de nombreuses fois.

La séance est levée à 13 h 20.

NOTES

¹ Voir A/38/132.

² *Rapport de la Conférence internationale sur le Kampuchea, New York, 13-17 juillet 1981* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.20), annexe I.

³ A/36/116 et Corr.1, annexe, par. 84 et 85.

⁴ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1983*, document S/15999.

⁵ Déclaration et communiqué commun publiés à Kuala Lumpur le 27 novembre 1971 par les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (voir A/C.1/1019).

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1025, n° 15063.